

# ACTION URGENTE

## UN JOURNALISTE NICARAGUAYEN EN DANGER

**Luis Galeano, un journaliste nicaraguayen travaillant pour *El Nuevo Diario*, a reçu par courrier et par téléphone des menaces de mort proférées par des inconnus. Il est en danger.**

Le 19 février, un inconnu a appelé **Luis Galeano** sur son téléphone portable et lui a dit : « Tu as 72 heures pour changer d'avis sur ce que tu vas publier, sinon ta famille ne te reverra plus. » Il faisait allusion à une enquête menée ces derniers jours par Luis Galeano et un collègue sur une affaire de corruption. Il s'agirait d'un détournement de fonds estimé à environ 15 millions d'euros, auquel se seraient livrés des membres du Conseil suprême électoral entre 2004 et 2008.

L'article a paru dans *El Nuevo Diario* le 21 février.

Quelques heures avant l'appel de menace, Luis Galeano avait reçu un message laissé par un inconnu à l'accueil du journal où il travaille. Ce message faisait référence à ses recherches sur l'affaire de corruption en question et exigeait qu'il ne publie par son article. Il se terminait ainsi : « Ce que vous essayez de faire, c'est compromettre le Conseil suprême électoral, étant donné que les alliances [politiques] seront enregistrées le 1<sup>er</sup> mars [...]. Nous ne plaisantons pas. » Il finissait par le slogan : « Une patrie libre ou la mort. »

Ces derniers mois, les manœuvres d'intimidation visant des professionnels des médias se sont multipliées au Nicaragua dans le contexte du débat politique houleux qui s'est engagé à l'approche de l'élection présidentielle prévue pour novembre 2011.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- demandez qu'une enquête indépendante, approfondie et impartiale soit menée sur les menaces que Luis Galeano a reçues, que les conclusions en soient rendues publiques et que les responsables présumés soient déférés à la justice ;
- exhortez les autorités à prendre immédiatement des mesures afin de protéger efficacement cet homme, dans le respect de ses souhaits.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 6 AVRIL 2011 À :**

Procureur général  
Dr. Julio Centeno Gómez  
Fiscal General de la República de  
Nicaragua  
Ministerio Público  
Km 4, Carretera Masaya  
Contiguo al Bancentro  
Managua, Nicaragua  
Fax : +505 2255 6832

**Formule d'appel : *Estimado Sr.*  
*Fiscal*, / Monsieur le Procureur  
général,**

Directrice de la police nationale  
Primera Comisionada Aminta  
Granera Sacasa  
Directora de la Policía Nacional  
Edificio Faustino Ruiz  
Managua, Nicaragua  
Fax : +505 2277 1871  
**Formule d'appel : *Estimada*  
*Comisionada*, / Madame,**

### **Copies à :**

CENIDH  
De la Texaco de Montoya 1 ½ c. al  
sur,  
Managua, Nicaragua

**Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Nicaragua dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.**

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## UN JOURNALISTE NICARAGUAYEN EN DANGER

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Amnesty International a déjà fait part de ses inquiétudes quant à la liberté d'expression et d'association au Nicaragua. Le Rapport 2010 de l'organisation réunit des informations sur une série d'agressions de journalistes, de détracteurs du gouvernement et de militants de la société civile. En novembre 2009, des sympathisants du pouvoir en place ont attaqué à Managua, la capitale, un groupe de manifestants qui dénonçaient la corruption et les restrictions pesant sur la liberté d'expression. Ils leur ont jeté des pierres et ont fracturé la porte d'un poste de police où les manifestants avaient trouvé refuge. Voir l'entrée sur le Nicaragua dans le Rapport 2010 d'Amnesty International, *La situation des droits humains dans le monde* (index AI : POL 10/001/2010).

Selon certains médias, un journaliste d'*El Nuevo Diario* a été victime de manœuvres d'intimidation le 11 février à Massaya après avoir publié un article impliquant un proche du chef de la police locale.

AU 44/11, AMR 43/001/2011, 23 février 2011

